Les étrangers au sein des espaces ruraux picto-charentais à la fin du XX^e siècle : des « néo-ruraux » difficiles à insérer

Lionel Guillemot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1540>

DOI : 10.4000/abpo.1540

ISBN : 978-2-7535-1488-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2002

Pagination : 241-252

ISBN : 978-2-86847-794-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Lionel Guillemot, « Les étrangers au sein des espaces ruraux picto-charentais à la fin du XX^e siècle : des « néo-ruraux » difficiles à insérer », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-4 | 2002, mis en ligne le 20 décembre 2004, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1540> ; DOI : 10.4000/abpo.1540

Les étrangers au sein des espaces ruraux picto-charentais à la fin du xx^e siècle : des « néo-ruraux » difficiles à insérer

Lionel GUILLEMOT

maître de conférences en géographie,
CARTA – Université d'Angers

Parler des étrangers en France aujourd'hui, c'est évoquer un sujet sensible tout particulièrement au cours de cette période où certains recherchent à exploiter les peurs des Français à des fins électorales (l'insécurité étant largement au cœur des débats alors que le chômage paraît oublié...). Le vote Le Pen, et notamment les scores les plus élevés enregistrés dans un Est élargi du Nord au Sud de la France, correspondent aussi aux régions où les étrangers sont les plus nombreux, qu'il s'agisse de régions industrielles avec de relativement faibles taux de chômage (Alsace) ou de régions marquées par de forts taux de chômage (Nord et façade méditerranéenne). Ce vote est particulièrement fort dans les banlieues en crise, mais aussi parfois dans les espaces ruraux, pourtant moins concernés par le chômage et la présence d'étrangers, où on enregistre traditionnellement un vote conservateur.

Dans un tel contexte, choisir de parler des étrangers dans les espaces ruraux de l'Ouest de la France, et tout particulièrement du Poitou-Charentes, peut paraître paradoxal. En effet, pourquoi parler de ces espaces alors que l'essentiel des étrangers sont en France concentrés dans les espaces urbains et périurbains des principales régions industrielles ? Ce choix s'explique par une surprise enregistrée lors de mes recherches de thèse en 1998¹ : on notait une forte sur-représentation d'étrangers, notamment Britanniques, parmi les bénéficiaires du RMI dans certains espaces ruraux picto-charentais : il convenait de chercher à comprendre pourquoi.

Cependant, avant d'étudier le cas particulier des Britanniques nouvellement installés dans les espaces ruraux du Poitou-Charentes, il convient de resituer la situation atypique du Poitou-Charentes dans le contexte national.

1. GUILLEMOT, Lionel, *Chômage et chômeurs en Poitou-Charentes*, thèse de doctorat de Géographie, sous la direction de S. MONTAGNE-VILLETTE, Université de Poitiers, 2000, 420 p. et 91 fig.

Remarque méthodologique

L'emploi du terme « étranger » correspond à la nationalité déclarée lors du recensement de la population, principale source statistique utilisée. Dans le langage courant, ce terme prend souvent des définitions plus larges, allant jusqu'à considérer comme « étranger » toute personne non originaire de la commune, du canton...

Nous ne retiendrons ici que les données acquises auprès de la Direction régionale de l'INSEE par zone d'emploi : nous souhaitons utiliser des données plus précises mettant notamment en évidence les populations britanniques, mais le coût du traitement spécifique des données nous a contraint à y renoncer. Par ailleurs, nous avons dû également nous contenter des données par zones d'emploi, celles par cantons n'étant disponibles que pour les cantons de plus de 5 000 habitants, ce qui éliminait une partie des cantons ruraux que nous souhaitons étudier. Les effectifs concernés étant faibles, notamment dans les espaces ruraux (minimum de 336 étrangers dans la zone d'emploi du Nord Poitou à un maximum de 4 504 à Angoulême en 1999), les proportions issues du traitement des données de l'INSEE pour certains sous-groupes (étrangers d'origine européenne par exemple²) sont donc à considérer avec une certaine prudence compte tenu des très faibles effectifs traités.

Enfin, nous utiliserons ici les entretiens réalisés lors de nos recherches de thèse en 1998-1999 pour illustrer le cas spécifique des Britanniques installés notamment dans le Civraisien-Confolentais ainsi que dans le Mellois.

Particularités des étrangers installés en Poitou-Charentes

Des proportions

et des évolutions différentes de la moyenne nationale

La part des étrangers au sein de la population du Poitou-Charentes est de loin très inférieure à la moyenne nationale : 1,6 % en 1999 contre 5,6 %. Cependant, alors que le nombre d'étrangers diminue en France (-333 000), il progresse légèrement dans la région (+300) entre 1990 et 1999. Globalement, on enregistre en France comme en Poitou-Charentes (figure 1) un recul des populations d'immigration ancienne (maghrébine, portugaise, espagnole et italienne) alors que de nouvelles origines européennes et nettement plus lointaines progressent. Ces diminutions correspondent à des retours aux pays d'origine, mais aussi à des acquisitions de la nationalité française. L'arrivée de nouvelles origines géographiques s'explique d'une part par l'ouverture européenne et le développement des échanges intra-européens, et d'autre part par l'évolution des moyens de communication

2. CONSTANT, G., « Plus d'un étranger sur deux est un ressortissant de l'Union Economique Européenne », *Décimal*, INSEE Poitou-Charentes, Poitiers, n° 146, mai 1994, p. 3.

(avion notamment) qui facilite la venue de personnes d'origines plus lointaines (d'Asie par exemple).

Figure 1 – Évolution de la distribution selon l'origine géographiques des étrangers en Poitou-Charentes entre 1990 et 1999
(INSEE, RGP 1990 et 1999)

Plus d'un étranger sur deux est issu d'un pays de l'Union Européenne

Contrairement à ce que l'on observe au niveau national, les étrangers sont en Poitou-Charentes majoritairement d'origine européenne : ils étaient 52 % contre 36 % dans ce cas en 1990, l'écart s'étant accentué puisque les Européens représentaient en 1999 56 % des étrangers dans la région alors que leur part avait baissé en moyenne nationale. Cependant, le plus surprenant est sans doute la répartition géographique des ressortissants de l'Union Européenne au sein de la région : ils sont nettement sur-représentés dans les espaces ruraux alors que l'ensemble des étrangers est surtout concentré dans les principales villes (51 % des étrangers sont concentrés sur les trois principales zones d'emploi : Angoulême, Poitiers et La Rochelle, mais ces zones ne regroupent que 42 % des Européens et que 35 % des Européens autres qu'Italiens, Espagnols et Portugais). Ainsi, les plus fortes proportions d'étrangers d'origine européenne (Figure 2) sont enregistrées dans les zones d'emploi du Nord Deux-Sèvres (82 %), de Haute Charente (81 %), du Sud Charentes (77 %) et de Montmorillon (68 %).

Inversement, les zones d'emploi urbaines de Poitiers et Châtellerauld ont des caractéristiques proches de la moyenne nationale : on a ici des origines géographiques beaucoup plus variées.

**Le cas particulier des Britanniques :
les espaces ruraux du Poitou-Charentes,
« péri-rural³ » de la Dordogne ?**

À l'image de ce que l'on observe partout, les villes picto-charentaises attirent et concentrent une population toujours plus importante, alors que les espaces ruraux sont, pour les plus éloignés de zones urbaines, marqués par la poursuite de l'exode rural. C'est précisément cette « désertification » qui favorise l'installation d'étrangers européens sur ces espaces, qui leur confère un caractère attractif. En effet, là où la population a tendance à vieillir et à quitter ces espaces ruraux, les maisons ou bâtisses anciennes se négocient à des prix très attractifs.

Afin de tenter de mieux comprendre les raisons de la venue de ces néo-ruraux dans les espaces ruraux picto-charentais, nous retiendrons quelques exemples de Britanniques représentatifs rencontrés lors de notre enquête dans le Civraisien en 1998.

***Qu'est-ce qui attire les étrangers
dans les espaces ruraux picto-charentais ?***

L'installation d'Anglais dans le Civraisien, mais aussi dans le Mellois ou dans le sud-Charentes s'explique d'une part par l'attraction du Sud-Ouest français sur cette population (proximité de la Dordogne, ensoleillement), mais aussi d'autre part par l'envie d'être propriétaire à la campagne et de disposer d'un jardin, luxe réservé aux plus riches au Royaume-Uni⁴. Le faible coût du bâti dans les espaces ruraux du Poitou-Charentes rend ici ce luxe plus accessible. Par ailleurs, le système d'indemnisation du chômage en Angleterre offre la possibilité de retirer l'ensemble du capital souscrit en une seule fois, ce qui peut permettre d'acquérir une maison, mais aussi d'obtenir une carte de séjour en France⁵.

La venue de personnes étrangères à la région dans ces espaces ruraux s'explique notamment par le désir d'accéder à la propriété et par le faible coût du bâti. Dans certains cas, l'investissement peut être d'à peine plus de 7 600 € (50 000 F), mais il s'agit alors de « semi-ruines » entièrement à rénover, achetées principalement par des jeunes qui envisagent d'effectuer

3. L'emploi de ce terme fait volontairement référence au terme « péri-urbain », et est utilisé dans la même logique appliqué à l'espace rural, la Dordogne en étant le centre pour les Britanniques.

4. Cf. à ce sujet : PHILLIPS, M., « Rural gentrification and the processes of class colonisation », *Journal of Rural Studies*, 1993, vol. 9, n° 2, p. 123-140.

5. La carte de séjour est alors obtenue grâce au capital disponible lors de l'arrivée en France.

progressivement les réparations. Le prix d'une maison équipée pour les vacances se situe plutôt aux alentours de 53350 € (350 000 F), et au-delà pour des bâtiments plus importants. Au printemps 1998, la principale agence immobilière de Civray travaillait à 50 % avec une clientèle étrangère, notamment avec des Anglais⁶, des Belges et des Irlandais. Pour ces nouveaux-venus, la région est attractive pour son ensoleillement et par le coût modéré du bâti rural.

Difficultés d'insertion des étrangers dans les milieux ruraux picto-Charentais

La venue de personnes extérieures à l'espace rural local, l'arrivée « d'étrangers⁷ », est souvent mal perçue par les autochtones. La solidarité rurale, souvent dépeinte comme un exemple comparé à l'absence (prétendue⁸) de toute solidarité dans les villes, paraît ici relever davantage du mythe que de la réalité. Ainsi, l'installation de familles d'agriculteurs originaires de Vendée et des Deux-Sèvres il y a bientôt 50 ans dans le sud de la Vienne apparaît toujours aux yeux des personnes originaires de cet espace comme un véritable scandale : bien que les terres achetées alors avaient été laissées en friches depuis souvent plusieurs années, les gens du cru ne pardonnent pas à ces vendéens d'être ainsi venus leur « voler leurs terres » ! On imagine ce que peuvent être les réactions face à l'arrivée d'Anglais...

Dans ce contexte, l'insertion professionnelle des « néo-ruraux » est rendue d'autant plus difficile qu'ils ne disposent pas de relais familiaux locaux. Le parcours de nombreuses familles rencontrées (et pas uniquement britanniques) illustre à la fois le désir d'accéder à la propriété, la recherche d'un cadre de vie calme où les enfants peuvent profiter de l'extérieur, contrastant en cela avec les communes de banlieue jugées dangereuses, mais aussi la difficulté de s'intégrer dans un milieu rural hostile aux « étrangers ». C'est cette hostilité envers les non-autochtones qui semble expliquer les difficultés rencontrées par un cafetier d'origine britannique installé à Savigné : la clientèle locale préfère fréquenter les établissements tenus par des autochtones.

6. Cette agence travaillait depuis plus de 20 ans avec l'Angleterre, grâce notamment à des publicités dans le magazine *Living France*. De plus, elle disposait d'une employée d'origine britannique spécialement affectée à cette clientèle. Cette employée nous a précisé que les Anglais recherchaient prioritairement de vastes bâtisses, souvent à restaurer, afin de pouvoir envisager à terme d'y louer des chambres d'hôtes ou des gîtes.

7. Il existe un mythe des maghrébins qui se seraient installés dans le Civraisien « pour percevoir toutes les aides (au logement, allocations familiales...) ». Les propos recueillis illustrent en fait une forme banale de racisme à l'encontre de cette population, pourtant très peu représentée sur ce territoire...

8. En effet, on retrouve dans certains quartiers urbains, voire dans certains bâtiments de logements sociaux, des formes de solidarité entre familles souvent insoupçonnées, et qui sont de plus en plus valorisées et favorisées par les politiques de développement local et de lutte contre les exclusions.

Au-delà de l'envie d'accéder à la propriété, c'est aussi souvent l'envie de créer son propre emploi qui motive les chômeurs. Les Anglais s'installant dans la région s'inscrivent fréquemment en tant qu'artisans⁹ à la Chambre de Commerce, ce qui leur permet d'obtenir une carte de séjour de 5 ans, mais aussi de leur ouvrir des droits aux prestations familiales (allocations familiales, aides au logement...). Même s'ils se déclarent artisans, l'activité principale lors des premiers mois, voire lors de la première année, consiste surtout à rénover la maison, voire les dépendances attenantes en vue éventuellement d'y créer des chambres d'hôtes ou des gîtes. La tradition britannique des *Beds and Breakfast* explique sans doute cette envie de créer des gîtes et chambres d'hôtes, mais cela se fait le plus souvent sans la moindre étude de marché, voire sans la moindre connaissance des conditions à respecter pour pouvoir obtenir ces labels, d'où certaines déconvenues. Le fait de ne pas maîtriser le français freine également toute perspective de développement économique dans ces milieux ruraux, les seules clientèles britanniques ou maîtrisant la langue de Shakespeare ne pouvant pas permettre une activité suffisante.

L'exemple de deux femmes originaires du pays de Galles est assez représentatif de la venue d'Anglais dans le Civraisien. Ces deux femmes ont décidé de s'installer en France à la suite de deux cambriolages consécutifs de leur domicile en moins de trois mois : elles ont donc décidé de fuir l'insécurité des banlieues urbaines industrielles au profit du calme de la campagne. Elles sont tout d'abord allées visiter une exposition londonienne présentant les possibilités d'achat de logements en France et ont été frappées par les prix proposés. Après avoir hésité entre les vallées de la Loire et de la Dordogne, elles ont finalement arrêté leur choix sur les départements de la Charente-Maritime et la Vienne, situés entre ces deux régions. Elles ont ensuite effectué deux visites dans la région pour rechercher une propriété, et ont finalement décidé d'acheter une ferme à rénover dans le Civraisien.

Après d'importants travaux, elles sont parvenues à aménager deux chambres afin de créer un petit *Bed & Breakfast*. Elles comptent sur cette activité pour financer la poursuite des travaux de rénovation, et ainsi aménager de nouvelles chambres. Cependant, en dépit des travaux réalisés, la Fédération des Gîtes de France leur refuse le label, à cause de la proximité de la ligne de chemin de fer Poitiers-Angoulême jugée trop bruyante pour ce type d'activité. Lors de notre rencontre, M^{me} T. occupait un CES (contrat emploi solidarité) au collège de Civray où elle faisait le ménage, mais elle était inquiète car ce CES se terminait en septembre. Le fait de ne pas maîtriser suffisamment le français lui interdisait de tenter d'obtenir un emploi de secrétariat comme celui qu'elle occupait auparavant en Angleterre. M^{me} M. pour sa part s'occupait de la faible activité de leur petit *B & B*, et livrait de plus des publicités dans les boîtes aux lettres, souvent avec l'aide

9. Dans le secteur du bâtiment, mais aussi pour des activités plus marginales comme le tricot à la main, la fabrication de jouets en bois, le commerce de fleurs séchées...

de ses enfants. Au début de l'été, elles participaient occasionnellement au castrage du maïs chez des agriculteurs voisins.

Si globalement, leur insertion professionnelle leur pose quelques problèmes, elles ne regrettent pas leur venue dans le Civraisien, notamment pour leurs enfants qui sont ici beaucoup plus libres qu'au Royaume-Uni, où ils ne pouvaient sortir seuls avant douze ans que s'ils étaient accompagnés d'un adulte. De plus, les difficultés scolaires de l'un des enfants étaient liées à un problème auditif qui n'avait pas été décelé en Angleterre, alors que cela a aussitôt été réglé en France, où le système de santé leur paraît nettement plus performant. Enfin, elles remarquent que leurs possibilités d'insertion seraient meilleures à Poitiers, mais le coût des trajets rendrait ce type d'insertion non rentable. Ici comme dans de nombreux autres cas rencontrés dans ces espaces ruraux, la propriété d'un logement éloigné des principaux pôles d'emplois est un frein à l'insertion professionnelle.

Le cas d'un couple d'Anglais originaire de la banlieue industrielle de Manchester offre au contraire l'exemple d'une insertion relativement réussie, en dépit des difficultés rencontrées par cette population dans les espaces ruraux régionaux. Après le décès du père de M^{me} W., le couple qui était à la tête d'une entreprise décida de changer de vie et de venir s'installer en France avec ses quatre enfants. Les problèmes de santé de l'une des filles orientèrent les recherches du couple vers les régions situées au sud de la Loire, car un climat sec était conseillé pour favoriser la guérison de leur fille. Après plusieurs séjours de vacances dans la région, le couple décide de s'installer en 1994 dans une maison en location-vente à Sauzé-Vaussais où il demeure un an, puis fait finalement l'acquisition d'une maison à Civray : « Une ruine payée 100 000 F. » Après seulement un mois de chômage, l'homme trouve un emploi dans l'industrie à Châtellerauld en tant que soudeur : il doit alors parcourir 200 kilomètres par jour pour se rendre à son travail. Après deux ans, il finit par obtenir un emploi de soudeur à Civray, poste qu'il occupait depuis six mois lors de notre entretien. La femme, quant à elle, n'a toujours pas réussi à s'insérer complètement. Après un an de chômage, elle finit par obtenir un CES¹⁰ d'un an, mais retrouve le chômage à l'issue. Elle profite cependant du CES pour suivre une formation afin d'aider les personnes en difficulté en mathématiques et en français. Lors de l'entretien, elle n'effectuait que 12 à 16 heures de vacation par mois auprès de personnes en difficulté, qu'elle conseillait également en matière d'alimentation. Elle espérait à terme pouvoir s'installer en tant que formatrice indépendante. À leur arrivée, les principaux problèmes rencontrés concernaient l'homme qui ne parlait pas le français, et ne disposait pas d'une carte de séjour, ce qui constituait un frein à son recrutement par d'éventuels employeurs.

10. Elle obtient ce CES grâce à son inscription temporaire (un mois) dans le dispositif du RMI par les assistantes sociales de Civray, ce qui lui permet d'être éligible pour ce type d'emploi.

Globalement, si l'installation en France de ce couple entraîna une chute de ses revenus et des difficultés d'insertion, la mobilité de l'homme et son positionnement sur un secteur d'activité où les techniciens sont recherchés lui permirent de s'insérer assez rapidement. De plus, leur niveau de formation élevé comparé à celui habituellement rencontré dans ces espaces ruraux, même lorsqu'il s'agit de diplômés étrangers, et leur volonté de s'insérer à tout prix, y compris grâce à certaines mesures pour l'emploi comme les CES ou à d'importantes migrations pendulaires, ont largement favorisé cette insertion. Il s'agit ici d'un exemple atypique, mais qui montre, en dépit de difficultés évidentes, qu'il existe quelques possibilités d'insertion, y compris dans ces espaces ruraux isolés.

Les cas de chômeurs évoqués précédemment montrent combien les raisons explicatives de leur venue dans les espaces ruraux du Poitou-Charentes peuvent varier. Cependant, certaines motivations sont communes à la majorité de ces néo-ruraux. Ainsi, dans tous les cas, leur venue dans ces espaces ruraux s'explique par la fuite de leur espace de vie précédent : certains fuient l'insécurité, d'autres des situations familiales compliquées, d'autres encore une certaine forme de misère liée au chômage, et notamment de mauvaises conditions d'hébergement. Tous sont persuadés au départ que cela ira mieux dès qu'ils seront installés dans ces espaces caractérisés par le calme et la solidarité entre ruraux.

Le mythe de cette solidarité rurale vole vite en éclats face à l'hostilité des autochtones envers les nouveaux-venus : seuls ceux originaires de la région ou accueillis chez des autochtones parviennent à s'intégrer socialement. Pour les autres, la seule possibilité d'insertion sociale repose sur l'accès à l'emploi, mais cet accès est le plus souvent difficile et réservé aux autochtones. De même, le mythe de la vie en autarcie, rendu possible grâce à l'installation en milieu rural, est vite abandonné : les néo-ruraux qui cultivent leur jardin, et produisent ainsi fruits et légumes, voire élèvent quelques volailles ou lapins sont très rares, exception faite de quelques « soixante-huitards¹¹ ». L'essentiel des néo-ruraux constate au contraire que le budget alimentaire est ici plus important que dans les espaces urbains ou périurbains d'origine, où une grande partie du ravitaillement hebdomadaire était effectué dans de grandes surfaces, voire chez des *hard-discounters* alimentaires comme Lidl ou Leader Price par exemple, qui n'existent pas dans ces espaces ruraux. De même, le budget déplacement est ici plus élevé, en l'absence notamment de transports en commun. Ils rencontrent donc davantage de difficultés pour gérer leur budget dans ces espaces ruraux.

11. Ces derniers ont été les premiers à venir s'installer dans ces milieux ruraux. Bien que considérés comme des marginaux, leur activité les a cependant rapproché des autochtones qui les ont progressivement acceptés. Le temps favorise sans doute l'intégration sociale, y compris dans ces milieux ruraux, hostiles dans un premier temps aux « étrangers ».

Plus globalement, les chômeurs vivant dans les espaces ruraux y paraissent enfermés¹², non-mobiles. Le poids des traditions rurales, la propriété du logement, le chômage (souvent de longue durée) et la faiblesse des revenus contribuent à renforcer cet enfermement dans le monde rural :

Le vécu des Britanniques, et plus largement de l'ensemble des étrangers installés récemment dans les espaces ruraux picto-charentais, diffère profondément selon les catégories de population. Pour les retraités et ceux venant dans leur résidence secondaire, ce vécu est souvent agréable, et les contacts avec la population locale sont plus ou moins développés sans que cela semble influencer sur leur plaisir à vivre dans ces espaces, certains y vivant en « vase clos » entre Anglais résidant dans la région, allant parfois jusqu'à créer des clubs destinés presque exclusivement aux Britanniques. Le vécu des chômeurs est très différent, et si certains acceptent leurs difficultés, conscients d'avoir sans doute mal préparé leur arrivée en France, d'autres se sentent prisonniers et espèrent pouvoir quitter ces espaces (revente de la maison dès que les travaux de restauration seront achevés). Pour les chômeurs, les difficultés d'insertion sociale avec la population rurale autochtone apparaissent comme très importantes, ceux ayant réussi cette insertion, même relative, ayant une vision beaucoup plus optimiste de leur future insertion professionnelle...

12. Cf. à ce sujet : Montagné-Villette, S., « L'espace rural : prison et refuge des RMistes », actes du colloque de Poitiers du 1^{er} au 3 avril 1999 *Les nouveaux espaces ruraux de l'Europe atlantique*, SOUMAGNE, Jean (dir.), Poitiers, MSHS-ITEEM-ICOTEM, 1999, p. 271-281.

**Figure 2 – Proportion du nombre d'étrangers
d'origine européenne par zone d'emploi en 1999**
(INSEE, RGP 1999)

Figure 3 – Proportion du nombre d'étrangers d'origine européenne autres que Italiens, Espagnols et Portugais par zone d'emploi en 1999 (INSEE, RGP 1999)

RESUME

Alors que les étrangers sont peu nombreux dans les espaces ruraux de la France de l'Ouest, choisir de parler d'eux peut paraître paradoxal. Ce choix s'explique par une surprise enregistrée lors de nos recherches de thèse en 1998 : on notait une forte sur-représentation d'étrangers, notamment Britanniques, parmi les bénéficiaires du RMI dans certains espaces ruraux picto-charentais : il convenait de chercher à comprendre pourquoi. Cependant, avant d'étudier le cas particulier des Britanniques nouvellement installés dans les espaces ruraux du Poitou-Charentes, il convient de resituer la situation atypique du Poitou-Charentes dans le contexte national.

En dépit de difficultés d'accès aux données, nous tenterons de définir le profil des étrangers présents en Poitou-Charentes, qui est assez différent de la moyenne nationale : il y a ici une très faible proportion d'étrangers, mais ils sont majoritairement originaires des pays de l'Union Européenne. On note de plus une grande différence entre les espaces ruraux et les zones sous influence urbaine.

Dans un second temps, nous essaierons de répondre à quelques interrogations concernant les Britanniques. Qu'est-ce qui attire les étrangers dans les espaces ruraux picto-Charentais ? Quels sont les espaces les plus concernés ? Quel accueil leur est-il réservé par les populations autochtones ? Enfin, quelles sont les difficultés d'insertion des étrangers dans les milieux ruraux picto-Charentais ?

ABSTRACT

Although there are relatively few foreigners in the rural areas of western France, they are the focus of this paper because following a survey in 1998 it was discovered that some of those in receipt of the RMI were British citizens. The analysis of the British is preceded by a brief study of the specific situation of the Poitou-Charentes region, compared with France.

Despite problems of data reliability, a profile of foreigners in Poitou-Charentes is presented. While the proportion of foreigners in the region is less than in France, their composition is different. In Poitou-Charentes, the proportion from the EU is higher, and they are more likely to live in rural areas rather than in urban areas.

Finally we try to understand why the foreigners chose to live in these rural areas; where are they concentrated, and are they welcomed by the local population, and what barriers do they face in achieving economic and social inclusion.